



Communiqué

Le peuple touareg 11 ans de lutte contre l'injustice et l'impunité

Les Touaregs habitent le Sahara central et les bordures du Sahel. En l'absence de statistiques fiables, leur nombre est estimé à plus de 3,5 millions dont 85 % au Mali et au Niger. Dans ces deux pays, composés d'une dizaine d'ethnies chacun, les Touaregs représentent respectivement 10% et 20% de la population globale. Depuis mai 1990, les régions touarègues connaissent une effervescence sans précédent. La marginalisation et la répression dont sont victimes les Touaregs depuis la création du Mali et du Niger ont évolué vers un véritable génocide organisé. Ceci a conduit à la naissance d'une résistance armée qui revendique l'autonomie des régions concernées.

Comme chaque année l'association Survie Touarègue-TEMOUST commémore, à sa manière, la date anniversaire du début des massacres des populations civiles touarègues par les Etats du Mali et du Niger. Le 7 mai 1990 commençait en effet dans ces deux pays une campagne d'extermination et de destruction qui se soldera par la mort de plus de mille Touaregs au Niger et de plusieurs milliers au Mali. Cette macabre œuvre d'anéantissement n'épargnera pas le cheptel qui sera systématiquement abattu pour enlever aux populations touarègues les quelques maigres ressources qui leur permettent de survivre. Ces massacres demeurent à ce jour impunis, quand leurs auteurs n'ont pas été tout simplement récompensés par les Etats malien et nigérien. La communauté internationale continue à cautionner de fait cet arbitraire en gardant le silence et en refusant d'entendre les appels incessants des victimes qui réclament tout simplement que justice leur soit rendue.

Au Niger l'année a été marquée par l'organisation, par le régime en place, d'une cérémonie médiatico-diplomatique appelée "flamme de la paix". Des armes ayant appartenu aux combattants touaregs ont été brûlées en présence du président nigérien et des représentants de plusieurs pays et organismes internationaux. Cette cérémonie était censée symboliser la fin des affrontements militaires entre la Résistance touarègue et l'Armée nigérienne. Il a été question de réconciliation et de paix, mais aucun geste n'a été fait en direction des victimes de la répression. Il faut dire que l'actuel président de la république est considéré par la communauté touarègue du Niger comme le véritable artisan des massacres de Tchintabaraden en 1990 ; il était alors ministre de l'intérieur. Les témoignages de plusieurs officiers l'accusent nommément d'avoir donné des ordres précis pendant ces massacres.

Quant à l'application des accords de paix, signés entre la Résistance touarègue et l'Etat nigérien, elle ne concerne à ce jour que le volet sécuritaire. Aucune autre disposition ne connaît le moindre début d'application. La France et l'Algérie, qui sont parties prenantes, ne

jugent pas nécessaire de traiter les racines politiques de ce conflit et se contentent de veiller au désarmement des combattants touaregs. Il faut noter cependant la persistance d'actes isolés que la terminologie officielle appelle toujours "banditisme résiduel".

Au-delà de cette situation politique, toujours précaire, les régions touarègues au Niger font face cette année à une nouvelle famine qui menace des centaines de milliers de personnes dans l'Aïr et l'Azawagh. Certains villages ont été désertés par leurs populations et d'autres voient leurs habitants réduits à fouiller les termitières à la recherche d'hypothétiques graines de céréales collectées par les insectes.

Au Mali l'année qui vient de s'écouler a vu la multiplication d'accrochages entre l'Armée gouvernementale et des groupes armés touaregs. Comme il a coutume de le faire, l'Etat malien a cherché à faire passer ces incidents pour de simples actes de banditisme mais a fini par se rendre à l'évidence et demander le concours de l'Algérie. C'est, en effet, grâce à l'intervention de l'ambassadeur algérien au Mali que le groupe touareg en question a accepté de libérer la dizaine de militaires qu'il détenait. Le gouvernement malien a, par la suite, créé une structure censée coordonner le développement économique des trois régions du Nord.

La dégradation de la situation au Mali est due à la non-application du Pacte National. Cet accord, signé il y a 9 ans, reste lettre morte. Il faut rappeler que plusieurs dizaines de milliers de Touaregs qui ont fui les massacres des années 90, sont toujours réfugiés en Mauritanie, Burkina Faso, Algérie et Libye. Plus personne ne s'intéresse à leur sort et les autorités maliennes ne sont nullement pressées de les voir revenir !!!

La Communauté internationale se satisfait de l'impossibilité pour les victimes de se faire entendre et d'obtenir justice. L'attitude des démocraties occidentales et des ONG qui défendent les droits de l'Homme apparaît curieuse et relève du "deux poids deux mesures" qu'on observe, souvent, dans la gestion des questions à "faible intérêt géopolitique". Des tortionnaires, qui ont du sang sur les mains, peuvent se targuer d'être démocrates parce que certains acteurs internationaux ont fait le choix de fermer les yeux voire de se rendre complices de leur impunité. Les Etats malien et nigérien prennent ainsi le risque d'hypothéquer l'avenir, car le jour viendra où l'exigence de vérité prendra le dessus sur l'injustice et l'impunité.

Survie Touarègue-TEMOUST s'élève, notamment, contre le silence de la France, principal pays "médiateur" entre la Résistance touarègue et les Etats malien et nigérien, et surtout principal "partenaire" économique et politique de ces deux pays. Le rôle passé et présent de la France, dans cette situation, lui confère une responsabilité qu'elle ne peut évacuer par le seul truchement de la convenance diplomatique d'une illusoire souveraineté du Mali et du Niger. Survie Touarègue-TEMOUST appelle, une fois de plus, la communauté internationale à faire cesser cette injustice et à créer les conditions d'une véritable culture de paix, ce qui suppose en premier lieu la fin de l'impunité. Les criminels doivent répondre de leurs actes pour que le mot "Démocratie" puisse en fin signifier quelque chose dans ces pays.

Lyon, 7 mai 2001

Survie Touarègue-TEMOUST 7, rue Major Martin 69001 Lyon (France) E-mail :
temoust@hotmail.com / Site web : <http://www.temoust.org>